

# L'Algérie s'intègre dans l'Empire

Bernard Ravenel

*L'évolution et la nature des rapports qui s'établissent entre les Etats-Unis et l'Algérie depuis le début des années 90 constituent un exemple «paradigmatique» du changement des relations stratégiques qui s'opère dans le monde depuis l'effondrement du système soviétique.*

Pendant la guerre froide, du fait de la position qu'il occupait pour les intérêts stratégiques des Etats-Unis, le Maroc a bénéficié d'une relation privilégiée. Pour sa part, l'Algérie n'avait jamais représenté un enjeu vital pour les intérêts stratégiques économiques et politiques des Etats-Unis.

Il est vrai que l'absence de liens politiques, militaires et idéologiques les a longtemps empêchés d'exercer une grande influence.

D'une manière plus globale, les Etats-Unis avaient confié à l'Europe et en particulier à la France le rôle de «sponsor» pour assurer, à travers une coopération économique et financière organisée, le soutien politique et militaro-politique aux régimes en place, même si cette «division du travail» n'a pas empêché les Etats-Unis de développer leurs relations bilatérales avec l'Algérie, en particulier dans les années 80.

A partir des années 90, avec le développement de la guerre civile, l'Algérie commence à entrer dans le champ des préoccupations «globales» américaines. La redéfinition des enjeux post-guerre froide, en particulier la question de la «sécurité énergétique», amène les Etats-Unis à construire une géostratégie globale. L'espace concerné par cet objectif est l'ensemble sud-méditerranéen à partir du Maroc jusqu'au Golfe et à la mer Caspienne.

Constatant, en 1994, que l'Algérie a été le pays qui a connu les plus importantes découvertes de pétrole dans le monde, les Etats-Unis prennent pleinement conscience de l'enjeu algérien. Déjà, dans ces découvertes – quinze grosses «trouvailles» –, une société américaine

texane, assez modeste, Anadarko, a joué un rôle majeur. La même année, les exportations algériennes de gaz naturel liquéfié ont représenté 1/5 des exportations mondiales.

En même temps, l'aggravation de la guerre civile et l'incertitude sur l'avenir politique d'un régime au bord de l'effondrement en 1994 préoccupaient Washington. C'est dans ce contexte que les Etats-Unis vont définir et mener leur stratégie d'ensemble qui se caractérise par une remarquable coordination des dimensions énergétiques, économiques, militaires et politiques.

## Une politique américaine globale

D'un côté, c'est Paul Kennedy, dans son célèbre article du *Foreign Affairs*<sup>1</sup> qui, parlant de la future organisation du système-monde hégémonisé par les Etats-Unis, insiste avec son concept d'Etat-pivot sur la nécessité d'accorder à l'Algérie un rôle régional méditerranéen éminent. De l'autre, en avril 1996, il revient à Robert Pelletreau, secrétaire adjoint pour les affaires du Proche-Orient et de retour d'Algérie, de définir devant la commission des affaires étrangères du Sénat la politique officielle des Etats-Unis à l'égard de cette «*importante nation d'Afrique du Nord*».

*«L'Algérie est la deuxième plus grande nation d'Afrique et joue un rôle de leadership en Afrique du Nord, au Moyen-Orient et dans la région méditerranéenne dans son ensemble. L'Algérie soutient le processus de paix au Moyen-Orient et est importante pour les efforts régionaux de renforcement de la sécurité, de la stabilité et de la paix. Au-delà de l'intérêt géopolitique dans la stabilité régionale, les intérêts américains comprennent aussi des investissements publics et privés américains assez considérables dans le secteur algérien des hydrocarbures. L'Algérie siège régulièrement à l'OPEP.*

*Le Premier ministre algérien et le président (algérien) ont souligné leur détermination à déréguler et à libéraliser l'économie et à donner un bien plus grand rôle au secteur privé, y compris la privatisation de beaucoup d'entreprises d'Etat. Nous avons soutenu de telles réformes au FMI et à la Banque mondiale et avons récemment signé un deuxième rééchelonnement de la dette bilatérale.*

*La violence en cours décourage le nécessaire investissement privé, à l'exception des champs pétroliers dans le fin fond du désert où de nouveaux contrats majeurs dans le secteur algérien des hydrocarbures ont été signés entre l'Algérie et des firmes étrangères y compris plusieurs compagnies américaines. Une reconstruction économique durable nécessitera une*

*solution politique aux problèmes de l'Algérie.*

*Nous croyons que la réconciliation entre les Algériens qui rejettent la violence et acceptent l'Etat de droit, qu'ils soient laïques ou islamistes, offre le meilleur espoir pour le pluralisme démocratique en Algérie»<sup>2</sup>.*

A partir de ce moment, et après quelques hésitations jusqu'au 11 septembre, les Etats-Unis vont déployer une politique d'ensemble d'intégration de l'Algérie dans leur système global impérial, économique, énergétique et militaire.

Sur le plan financier, les Etats-Unis appuient les accords du FMI et de la Banque mondiale, de même que la renégociation de la dette algérienne par le Club de Paris. Sur le plan des relations commerciales, ils appuient et facilitent le processus d'adhésion de l'Algérie à l'OMC.

Pendant ce temps, avec la guerre civile qui démarre en 1992, le positionnement politique sur le régime va se définir de manière pragmatique. Passant d'une sorte de neutralité attentiste face au conflit (1992-1995) pour évoluer vers un soutien à la «plate-forme de Sant' Egidio» considérée comme une base possible de réconciliation nationale y compris avec le FIS, les Etats-Unis aboutissent, avec l'élection de Lamine Zéroual en novembre 95, à une politique plus possibiliste, dite de «conditionnement positif» pour pousser à des réformes à la fois politiques dans une perspective de compromis économique (de libéralisation).

Si cette évolution politique n'est pas linéaire, il n'en est pas de même sur le plan énergétique. Pendant toute cette période – qui a commencé en 1985 – les Etats-Unis ont renforcé leurs positions dans le secteur des hydrocarbures algériens. Leurs pressions pour la libéralisation permettant l'ouverture du secteur aux investisseurs étrangers favorisent la venue en masse des compagnies pétrolières américaines<sup>3</sup>. Mobil a été le premier des célèbres majors à conclure un contrat avec la Sonatrach depuis l'entrée en vigueur des amendements en décembre 1991 à la loi de 1986 sur les hydrocarbures<sup>4</sup>.

La société américaine Anadarko réalise les principales découvertes de nouveaux gisements en 1994-1995. En 1996, après la signature, en mars, d'un accord de rééchelonnement de la dette algérienne d'un peu plus d'un milliard de dollars avec Washington, les compagnies pétrolières américaines prennent d'assaut le Sud algérien. D'importants investissements sont enregistrés, en particulier pour Arco (1,5 milliard de dollars en 1995), Anadarko, Bechtel, Louisiana Land and Explorations ou encore Exxon. Les Etats-Unis sont

désormais les premiers investisseurs.

Déjà seul membre de l'OPEP à vouloir se montrer aussi attractif pour les firmes pétrolières étrangères, en soumettant à appel d'offres une grande partie de son domaine minier, l'Algérie est quasi sommée par les Etats-Unis en 2002 de voter une loi encore plus favorable. L'actuel avant-projet permet de faire passer la part qui réserve, jusque-là, à la Sonatrach 51 % du produit de tout gisement découvert par un partenaire étranger à 30 % pour les découvertes à venir.

Au cours de son passage à Alger, en septembre 2002, le secrétaire d'Etat adjoint au commerce américain Samuel Bodman a recommandé vivement l'adoption de cette nouvelle loi ; «*le temps presse*» a-t-il dit...<sup>5</sup>

### **Le grand tournant de 1998**

C'est dans ce cadre politique, économique et énergétique que s'opère le «grand tournant» de la politique américaine qui entend mettre en œuvre vis-à-vis de l'Algérie une politique «globale» articulant l'économique et le stratégique.

En 1997-1998, les Etats-Unis décident de développer au niveau des trois pays du Maghreb central une politique régionale tendant à remplacer les trois rapports bilatéraux. Prenant désormais en compte l'importance géopolitique de l'Algérie, les Etats-Unis veulent développer une stratégie correspondant à cette vision d'ensemble avec comme objectif principal la «stabilité» de la région, stabilité politique qui suppose un certain niveau de «prospérité» et donc une amélioration nette de la situation économique. Pour que l'investissement extérieur vienne, les Maghrébins doivent l'attirer par des réformes économiques et politiques. Par conséquent, les gouvernements maghrébins devraient promouvoir la coopération et le développement économique au niveau régional, étant donné que les marchés nationaux sont trop petits pour attirer de grands investissements américains.

D'où le lancement en 1999 d'un projet d'Association Economique Etats-Unis-Maghreb, plus connu comme Initiative Eizenstadt, du nom du sous-secrétaire d'Etat pour les questions économiques, d'échanges et d'agriculture.

L'objectif est de relier les trois pays aux Etats-Unis, de manière plus étroite en termes de commerce et d'investissement, ce qui suppose, entre autres, de réduire les barrières douanières.

Désormais les Etats-Unis ne considèrent plus le Maghreb comme une chasse gardée de l'Europe – et de la France. Tout en profitant de

L'ouverture économique poursuivie par la mise en œuvre du processus Euro-Med lancé à Barcelone en 1995, les Etats-Unis entendent concurrencer directement l'Europe pour ce projet qui pourrait comporter des aspects discriminatoires pour les entreprises américaines.

En fait, le soutien américain au Maroc pour le Sahara Occidental a contribué à empêcher la mise en œuvre de cette intégration économique. Il faudra donc se replier sur l'espace national de chacun.

### **Vers un partenariat stratégique**

Par contre, sur le plan des relations militaires, la démarche stratégique des Etats-Unis a été beaucoup plus avancée. Elle s'est traduite sur deux plans, en fait superposés ou même confondus : la relation bilatérale et le dialogue avec l'OTAN.

Sur le plan bilatéral, les rapports militaires ont connu une évolution remarquable. Dès 1985, le gouvernement américain décidait d'accorder des facilités financières pour des achats d'armes. Le rôle central que le gouvernement algérien avait joué entre 1979 et 1981 dans la libération des otages américains en Iran avait enclenché le processus. Mais la livraison d'armes restait liée à plusieurs impératifs politiques, en particulier la nécessité de ménager le Maroc. Jusque-là les armements pour l'Algérie étaient d'origine soviétique. Les seules acquisitions de matériels militaires avaient consisté en des avions cargos C-130 Hercules. Et en 1985, Alger souhaite surtout moderniser ses forces aériennes et acquérir des radars ainsi que des équipements électroniques sophistiqués.

A partir des années 90, les Etats-Unis sont placés devant le défi politique de vendre des armes à un pays plongé dans une guerre civile à l'issue incertaine. Ils vont alors définir pragmatiquement leur politique avec le pouvoir militaire algérien, à travers un dialogue permanent qui va se traduire par une amélioration des relations avant de franchir un saut qualitatif avec le 11 septembre.

Les difficultés initiales étaient grandes (matériel d'origine soviétique, rapports avec le Maroc, embargo de fait depuis 1993)... Pendant longtemps la coopération militaire algéro-américaine s'est limitée à la fourniture d'équipements de transmission et à la formation d'officiers algériens.

En 1998, un pas est franchi : en octobre des manœuvres militaires conjointes sont organisées en Méditerranée. En 1999, l'Algérie qui

tente de moderniser son armée a déboursé environ 600 millions de dollars pour l'acquisition de matériel militaire américain, devenant ainsi le deuxième client des Etats-Unis dans le monde arabe et le septième dans le Tiers Monde. Les Etats-Unis lancent alors un programme de formation de sous-officiers et d'officiers au profit de plusieurs pays, dont l'Algérie. Au cours de sa visite en septembre 1998 en Algérie, le secrétaire d'Etat adjoint pour le Moyen-Orient, Martin Indyk, reconnaît l'importance stratégique de l'Algérie<sup>6</sup>.

Le 11 septembre fait sauter tous les obstacles qui pouvaient encore subsister. La «*guerre contre le terrorisme*» proclamée par les Etats-Unis trouve avec le pouvoir algérien un allié immédiat et même impensable. Déjà, avec la visite d'Abdelaziz Bouteflika à Washington en septembre 2001, juste avant les attaques contre les Twin Towers, on apprend que les Etats-Unis ont décidé de livrer à l'Algérie un équipement sophistiqué anti-guérilla spécialement pour la détection de mouvements de troupes, à condition que les Algériens ne les utilisent pas contre leurs voisins. Cette décision indiquait déjà que les Etats-Unis avaient finalement décidé d'aider l'Algérie à «*éradiquer*» le terrorisme.

Plus d'un an après, en décembre 2002, William Burns, le secrétaire d'Etat adjoint aux affaires de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, est à Alger et annonce que l'Administration américaine va demander au congrès une augmentation de crédits pour le programme de coopération militaire avec l'Algérie. Il précise qu'un accord pour la vente d'armements pour l'Algérie a été finalisé en 2001 et qu'«*un second pour d'autres équipements militaires est sur le point d'être finalisé.*»

L'Algérie, dira M. Burns, bénéficiera du volet de la formation militaire. Il évoque les exercices conjoints entre les deux pays, le partage de «*l'information sécuritaire*» et l'aide américaine dans la sécurité des aéroports (en clair, une collaboration policière étroite entre les deux pays)<sup>7</sup>.

Deux mois auparavant, fin octobre, Joseph W. Ralston, commandant en chef des forces alliées en Europe et commandant des forces américaines en Europe, était venu à Alger à l'invitation du général Lamari. La livraison d'un matériel de vision nocturne aux forces spéciales algériennes est alors discutée.

En fait, cette visite signifiait que, sous couvert de la VIème flotte américaine, qui a la particularité d'être à la fois sous commandement américain et sous commandement OTAN, s'était construit parallèlement aux rapports bilatéraux Etats-Unis-Algérie un rapport tri-latéral

Pentagone–Otan–Pouvoir militaire algérien.

Après plusieurs contacts informels pendant l'année 1997, les rapports ont connu une sorte de coup d'envoi avec la visite à Alger en 1998 – une première dans les annales militaires algériennes – du vice-amiral Joseph Lopes, commandant adjoint de l'OTAN pour le sud de l'Europe, visite qui a été suivie par celle du chef de l'état-major algérien, le général Lamari, au QG de l'OTAN, à Stuttgart, en Allemagne, puis à Washington.

En mars 2000, l'Alliance Atlantique accueille officiellement l'Algérie parmi les Etats invités à «*l'initiative de l'OTAN sur la Méditerranée*» lancée en 1994 et d'abord ouverte à l'Egypte, à la Tunisie, à la Mauritanie, à Israël et au Maroc, la Jordanie s'y adjoignant en 1995.

En visite à Bruxelles, le 20 décembre 2001, le président Bouteflika déclare, lors d'une conférence de presse conjointe avec Lord Robertson, le secrétaire général de l'OTAN, que «*notre dialogue avec l'OTAN est une option stratégique*». Lord Robertson avait alors promis aux autorités algériennes un soutien technique et politique en contrepartie d'une intégration graduelle de l'Algérie au plan stratégique de coopération, visant à la stabilisation de la région du Maghreb et de la Méditerranée.

En mai 2002, 6 bâtiments de l'OTAN font une escale navale à Alger sous la conduite du commodore britannique Angus Sommerville. L'objet de cette visite est d'organiser des manœuvres conjointes – les 3èmes du genre – avec les forces navales algériennes. Désormais, l'état-major de l'OTAN a décidé d'intensifier les relations avec l'armée algérienne dans le cadre d'un échange stratégique que les deux partenaires veulent approfondir. A cette occasion, les militaires de l'OTAN organisent une opération «*portes ouvertes*» qui permet d'établir des contacts avec les cadres de l'Etat, des partis politiques et les médias...<sup>8</sup>

En dernière analyse, le dialogue avec l'OTAN a dépassé le seul cadre du dialogue politique. Les Etats-Unis veulent créer avec l'Algérie en Méditerranée occidentale, parallèlement à leurs relations avec la Turquie pour la Méditerranée orientale, les conditions politiques et techniques d'une «*inter-opérabilité*» de l'armée algérienne avec l'OTAN dans une logique d'intégration graduelle à la stratégie atlantique de contrôle du bassin méditerranéen. Tout se passe comme si, vis-à-vis du Maghreb, les Etats-Unis tendaient à assurer à l'Algérie une position d'Etat-pivot dans ce sous-ensemble stratégique que représente la Méditerranée. Les atouts géopolitiques et énergétiques de l'Algérie peuvent renforcer les atouts géostratégiques des Etats-Unis dans la

région pour leur projet impérial.

Dans cette perspective globale, les Etats-Unis ont décidé de confier la garde de leurs intérêts pétroliers aux généraux algériens et d'aider le système policier intérieur à contrôler la société civile algérienne. Pour leur part, les dirigeants algériens, conscients que leur maintien au pouvoir dépendait, fondamentalement, de l'appui international – et américain en particulier – ont choisi, contre les oppositions internes, d'ouvrir le plus possible leur pays, leur marché national, à la communauté internationale pour stimuler l'investissement extérieur et l'exportation des ressources énergétiques au profit des compagnies étrangères.

Pénétration économique, contrôle des ressources énergétiques, alliance stratégique avec Washington, contrôle «sécuritaire» interne conjoint constituent les piliers de cette relation algéro-américaine.

## Une logique de confrontation avec l'Europe et la France

Depuis les années 1997-1998, tout se passe comme si les Etats-Unis semblaient avoir décidé de se confronter directement avec tout ce qui constitue la présence française en Algérie, dans une logique de concurrence de marché. Dans tous les domaines, la compétition paraît impitoyable.

L'Union européenne ne reste pas inactive et a signé en 2002 l'accord d'association prévu dans le cadre du processus de Barcelone, quitte à ne pas être très regardante sur la question des Droits de l'homme qui conditionne de fait la mise en œuvre de cet accord. Le tout récent voyage de Jacques Chirac en Algérie exprime aussi une riposte française<sup>9</sup>. Ce contentieux franco-américain, et euro-américain tel qu'il s'exprime à propos de la guerre contre l'Irak, trouve avec l'Algérie un autre espace d'application. Reste à savoir ce qu'en penseront les premiers intéressés, les Algériens eux-mêmes...

*Bernard Ravenel*

### Notes :

1. Pivotal States and US Strategy Foreign Affairs, janvier-février 1996.

2. Document transmis à l'auteur par le service de documentation de l'ambassade américaine à Paris.

3. «Nous allons où il y a du pétrole et il y en a beaucoup en Algérie», déclare un responsable d'une compagnie pétrolière américaine (dans Newsweek, cité pour le Courrier international, janvier 1995, n° 11).

4. Voir Samir Sobh, «Etats-Unis : OPA sur l'Algérie», Arabies, Mai 1994.

5. Voir dans Le Monde du 30.12.2002, «La réforme du secteur pétrolier suscite un vif débat



en Algérie» correspondance d'Alger.

6. Voir El Moudjahid et le Quotidien d'Oran, 8 septembre 1999.

7. Voir Le Matin, le New York Times du 10 décembre 2002 et le Jeune Indépendant du 12 décembre 2002.

8. Voir le Quotidien d'Oran du 11 mai 2002.

9. A ce propos, une récente mise en garde française concernant le projet de libre-échange Maroc-Etats-Unis est significative. Selon Le Figaro (16 janvier 2003) : un accord de libre-échange entre le Maroc et les Etats-Unis serait «incompatible» avec l'approfondissement des relations économiques entre le royaume et l'union européenne a averti à Rabat le ministre délégué français au commerce extérieur, François Loos. Après le déclenchement de la guerre contre l'Irak, le Maroc a suspendu ses négociations avec les Etats-Unis...

**Bibliographie sommaire :**

- Youcef Zivour, Algérie : la guerre des ombres, GRIP, Bruxelles.

- EEUU Y, «Argelia del Conflicto a la cooperacion», Nacion Arabe, n° 46, Hiver 2002

Yahia Zoubir.

- B. Ravenel , «L'Algérie entre les Etats-Unis et la France», Naqd, 1999, Alger

- Simon Malley, «Pourquoi Washington se rapproche d'Alger», Le Nouvel Afrique Asie, septembre 2001.

- Le Quotidien d'Oran, sous la signature de Mounir B, a publié de nombreux articles sur notre sujet.

